



attac

Association
pour une taxation
des transactions
financières et
pour l'action
citoyenne

Sommaire :

Page 1 : Débat du 21 novembre sur le PTCI

Page 2 : suite de l'article sur les PTCI et fête des 15 ans d'Attac

Page 3 : retour sur quelques événements et point sur le CAC de La Ciotat

Page 4 : Agenda militant et nouvelles de notre comité local

Jeudi 21 novembre à 18h30 à la maison des associations

**Conférence-débat animée par
Hélène Cabioch, membre de l'AITEC**

A quelques mois des élections européennes,
Quels enjeux derrière le PTCI ?
(Partenariat Transatlantique sur le Commerce et l'Investissement)

Juste un grand marché ou coup d'Etat rampant ?

Venez en débattre avec nous

Le Partenariat Transatlantique sur le Commerce et l'Investissement

Le PTCI est présenté par la Commission et les 27 Etats membres de l'Union Européenne ainsi que par l'administration américaine comme un accord essentiellement « technique » qui permettra la convergence des standards dans des domaines divers. Il se traduirait, selon les responsables de la négociation, tout naturellement en croissance, et en emplois préservés dans l'UE et renforcerait la compétitivité de nos entreprises.

Cet accord alarmant prévoit en fait la disparition de tous les obstacles s'opposant encore à un libre commerce, ainsi que la **libéralisation totale des marchés** : agricoles et non agricoles, des services, financiers et des investissements. Il dénonce les réglementations communautaires ou nationales qui assurent encore une régulation des échanges jugée trop lourde.

Risques de cet accord :

- Levée irrémédiable de toutes les normes sanitaires interdisant l'introduction des viandes chlorées ou hormonées ou des OGM sur les marchés communautaires.
- Démantèlement des protections douanières et mise en concurrence des systèmes de production, notamment agricoles.
- Pouvoir accru des multinationales de l'énergie face aux pouvoirs publics ou aux citoyens qui refusent l'extraction des ressources présentes sur leur territoire, en particulier pétrole et gaz de schiste.
- Impossibilité pour l'UE et ses Etats membres d'imposer aux multinationales les choix de politiques publiques indispensables à la protection des citoyens et de l'environnement à l'amorce de la transition énergétique, à la protection des services d'intérêt général.

Suite page 2

- En effet les multinationales pourront attaquer toutes les décisions publiques devant des juridictions d'arbitrage contrôlées par le secteur privé.



C'est un des dangers majeurs de l'accord annoncé : l'introduction d'un mécanisme ad hoc d'arbitrage investisseur/Etat. Par ce mécanisme, les investisseurs se verront octroyer le droit d'attaquer directement des gouvernements souverains qui auraient fait des choix de politiques publiques qu'ils estimeraient contraires à leurs droits de propriété et à la sécurité de leurs investissements, ou qu'ils considéreraient comme des discriminations à leur encontre.

Or, pour l'heure, c'est la consultation privilégiée du monde des affaires et de l'industrie dans le cadre des négociations des différents accords qui prédomine. La disproportion des moyens dont disposent ces derniers pour entretenir la pression sur les décideurs politiques, à Paris comme à Bruxelles, renforce notre certitude que l'accord final se négociera à l'aune du seul intérêt des entreprises multinationales, et qu'il consolidera leur pouvoir...

Cette zone de libre échange finalisée mettrait en concurrence les salariés, les entreprises et les territoires et aurait inévitablement un effet d'entraînement vers toujours moins de régulations sociales, environnementales, fiscales et de protection du consommateur...

Un tel accord ne saurait être acceptable pour les mouvements sociaux et citoyens. Ils sont déterminés, en France, en Europe et de l'autre côté de l'Atlantique, à mobiliser toutes leurs forces pour empêcher la signature d'un accord qui consacrerait la supériorité du droit des multinationales à faire des profits sur celui des citoyens, à choisir eux-mêmes leur futur, leur cadre et leurs conditions de vie.

Source de l'article : AITEC, Attac France

Attac fête ses 15 ans !

Le vendredi 15 novembre

Au Cabaret sauvage, parc de La Villette à Paris, de 18h30 à 23h30.

Avec la participation de Christophe Alévêque, Fantazio, HK et les déserteurs, Emel Mathlouthi.

Attac pour quoi faire ?

Rêvons un peu : la finance a été domestiquée, les banquiers ont arrêté de spéculer avec nos dépôts et sont revenus à leurs vrais métiers, gérer nos comptes et financer les productions utiles. Ils se sont même mis à privilégier l'emploi et les projets écologiques.

A Attac on aurait bien aimé... ranger nos drapeaux et faire la fête dans un monde enfin engagé dans la transition écologique et sociale. Mais c'est ainsi, il va falloir encore lutter. Depuis 15 ans qu'on se démène contre la dictature de la finance, on a bien avancé dans la bataille des idées, mais la finance est plus puissante et prédatrice que jamais. Alors on continue ! mais on fait la fête aussi, parce que sans ça la vie n'aurait pas de sens...

Vous pouvez réserver vos places en ligne sur le site d'Attac France



les économistes atterrés

changer l'Europe !

LLL LES UNS QU'ILS ONT

Vient de paraître :

Dans *Changer l'Europe*, les « Atterrés » formulent un ensemble de propositions novatrices pour remettre l'Europe sur ses pieds...

À l'heure où se préparent les élections européennes, les « Atterrés » s'invitent ainsi dans le débat en mettant entre les mains des citoyens des propositions destinées à ouvrir de nouvelles perspectives au service de la démocratie et de la solidarité européennes.

Retour sur quelques évènements



Où en est le Collectif pour un audit citoyen (CAC) de la dette de La Ciotat?

Grand succès de l'**Université citoyenne** qui s'est tenue à Nîmes fin juillet avec près de 600 personnes dont 3 adhérents de notre comité local. Comme toujours beaucoup de thèmes abordés dans les multiples ateliers et les plénières. Les comptes rendus de certains ateliers et des vidéos sur les retraites, le Pacte Transatlantique sont à voir sur le site d'Attac.

Immense succès pour **Alternatiba**, le village des alternatives face aux dérèglements climatiques qui a réuni plus de 10000 personnes à Bayonne début octobre. Ci-dessous un extrait de la déclaration finale.

Créons 10, 100, 1 000 Alternatiba en Europe Appel à multiplier les villages des alternatives

"Stéphane Hessel affirmait qu'un des défis centraux de notre temps était "les changements climatiques et les dégradations dues à l'action de l'homme au cours des trois derniers siècles. Le dérèglement climatique s'aggrave et s'accélère, mettant à mal les populations les plus pauvres de la planète et à moyen terme les conditions de vie civilisée sur Terre".

Tous les signaux d'alerte sont au rouge. Les dérèglements climatiques se multiplient, touchant particulièrement les populations les plus pauvres du Sud, mais aussi celles du Nord : sécheresses, désertification, modifications des saisons, inondations, ouragans, typhons, feux de forêts, fonte des glaciers et de la banquise... Resterons-nous sans rien faire ? Allons nous continuer de regarder la planète brûler ?

L'enjeu est clair: réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre pour ne pas franchir les seuils dangereux, voire irréversibles de réchauffement et de déstabilisation du climat.

Le dérèglement massif, brutal, en un temps aussi court du système climatique est un défi sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Mais Alternatiba, cette journée magnifique, doit nous faire garder l'espoir : les solutions existent, elles sont déjà mises en oeuvre par des milliers d'associations, de collectivités locales, d'individus. Mieux : ces alternatives construisent une société plus agréable à vivre, plus conviviale, plus solidaire, plus juste et plus humaine.

L'agriculture paysanne, la relocalisation de l'économie, l'aménagement maîtrisé du territoire et le développement des alternatives au tout routier, la sobriété énergétique, l'éco-habitat, la mise au pas de la finance, la reconversion sociale et écologique de la production, la consommation responsable, le partage du travail et des richesses, l'entraide, la réduction et le recyclage des déchets, la préservation des biens communs comme l'eau, la terre ou les forêts en montrent les chemins. La lutte contre le changement climatique n'est pas une contrainte mais un élan formidable pour construire un avenir plus humain...

Le collectif d'audit de la dette de la CIOTAT (CAC) s'est constitué en 2012. Il est composé de membres d'ATTAC, de partis politiques et de simples citoyens motivés par les risques de dérapage de nos finances publiques.

Bien sûr l'action de notre CAC trouve son origine dans les mouvements, tant nationaux qu'internationaux, qui luttent au quotidien contre les dérives des gouvernants, des instances internationales (FMI, ..) et des multinationales de la finance et des banques.

Les actions tant au niveau local, régional que national sont consolidées dans une dynamique pérenne, durable, qui vise à encadrer les pouvoirs installés par des mouvements citoyens, démocratiques.

Notre démarche sur la CIOTAT s'intéresse à deux volets essentiels : les finances de la mairie et les relations public/privé du pôle de soins hôpital/clinique.

La dette municipale :

Notre approche sur la CIOTAT a été de partir des documents existants puis de s'approcher des élus de toute tendance.

Nous avons exploité le document de la cour régionale des comptes (2010), document essentiel qui faisait le bilan et des préconisations suite à la « banqueroute » de la municipalité dans les années 1990 et antérieures. Puis nous avons pu disposer des budgets primitifs (BP) et supplémentaires (BS).

Ce travail nous a permis de vérifier les tendances et d'examiner les évolutions jusqu'aux décisions ultimes du BP et du BS 2013.

Nous participons aussi aux séances du conseil municipal.

L'essentiel de la dette « toxique » est constituée de 6 emprunts à risque, dont l'évolution des remboursements futurs est indexée sur des valeurs fluctuantes (de la bourse). Nombreuses sont les municipalités qui ne peuvent plus faire face à ces remboursements et se tournent vers la justice pour l'annulation ou la modération de cette dette.

L'interview d'élus municipaux de « la CIOTAT pour tous », de l'opposition nous a montré que d'autres approches de financement et d'investissements étaient possibles.

L'interview de l'élue de la municipalité actuelle, adjointe en charge des finances nous a éclairé sur la politique actuelle et les tendances prochaines.

Nous leur avons fait part de nos préconisations :

→ à l'instar des autres communes, initialiser une action en justice.

→ moraliser les rapports avec les banques en ne traitant plus avec celles qui ont installé des agences dans les paradis fiscaux.

Notre collectif organise **le 19 décembre à 18:30 maison des associations une réunion publique** sur ce sujet, réunion ouverte à tous.

Venez en débattre avec nous.

Roger Dellac

Agenda militant :

Mardi 5 Novembre : à 18 heures au local d'Attac Marseille, réunion publique sur le Partenariat Public Privé, (PPP).

Jeudi 7 Novembre : à 18h30 à la maison des associations, Conseil d'Administration du comité local de La Ciotat. Ouvert à tous les adhérents.

Vendredi 8 Novembre : projection en avant première du film « les jours heureux » en présence du réalisateur Gilles Perret, à 18h au cinéma l'Alhambra à Marseille, soirée organisée par Attac Marseille et le comité d'établissement des cheminots PACA. (*gratuit pour les adhérents d'Attac*).

Samedi 9 Novembre : Les comités locaux des Bouches du Rhône rencontrent des associations en vue de la préparation d'une fête altermondialiste en 2014, maison du peuple à Gardanne.

Vendredi 15 Novembre : Attac fête ses 15 ans de 18h30 à 23h »À au cabaret rouge à la Villette.

Samedi 16 et dimanche 17 Novembre : coordination nationale des comités locaux à Paris (CNCL).

Jeudi 21 Novembre : à 18h30 à la maison des associations, débat mensuel de notre CL.

Le thème du débat portera sur le PTCI (Pacte Transatlantique sur le Commerce et l'Industrie).

Le débat sera animé par Hélène Cabioch de l'AITEC, (Association Internationale de Techniciens Experts et Chercheurs). L'AITEC fait partie du Conseil d'Administration d'Attac France.

L'AITEC et Attac France ont publié un communiqué le 18 octobre pour dénoncer l'accord Union Européenne-Canada. « Cet accord est non démocratique et porteur de graves régressions sociales et écologiques ».

<http://www.france.attac.org/articles/laccord-de-libre-echange-union-europeenne-canada-est-inacceptable>

Samedi 30 Novembre : réunion des Comités Locaux des Bouches du Rhône. Les CL du 13 se réunissent une fois par trimestre pour échanger sur leurs pratiques, et mutualiser entre autres leurs engagements et leurs actions.

Jeudi 12 Décembre : à 18h30 au local d'Attac Marseille et Solidaires, réunion-débat « que faire de l'Europe, que faire de l'euro ? avec comme invités Cédric Durand et Michel Husson.

Quelques nouvelles de notre CL.

Nous avons organisé pour notre réunion de rentrée, un débat contradictoire sur la métropole en présence de Philippe Langevin et Fabrice Aubert, et participé à un débat en octobre sur les retraites à Aix-en-Provence avec comme intervenant Jean-Marie Harribey, co-président du Conseil Scientifique d'Attac.

Le groupe communication se réunit régulièrement et notre nouveau site, entièrement « relooké » est maintenant en ligne. De nouvelles rubriques ont été mises en place ainsi que des vidéos de conférences et d'interventions de membres du Conseil scientifique. Ce site, régulièrement mis à jour, est consultable à l'adresse : <http://local.attac.org/13/laciotat>

Nous avons également ouvert un compte Facebook. Pour y avoir accès il suffit de vous abonner à Facebook.

Nous espérons que ce réseau social nous permettra de toucher un public plus large et l'intéresser à nos activités.

Les quelques mois qui viennent seront ceux d'élections, municipales en mars, européennes fin mai. Cette période pré-électorale devrait nous permettre de continuer à défendre les valeurs qui ont fondé notre association ainsi que les alternatives pour une transition sociale et écologique

Nous ne serons malheureusement pas en mesure d'organiser des cinés Attac. Période pré-électorale oblige !

Nous avons en effet prévu de débattre autour de 2 films : notre Monde et la saga des Conti, cette programmation nous a été refusée.